



N° 1411 /AEO

La Mission permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat des droits de l'Homme – Branche des procédures spéciales et, en référence à sa correspondance en date du 31 mars 2026, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, les observations des Autorités marocaines au sujet de la communication conjointe des procédures spéciales enregistrée sous la référence AL MAR 2/2026.

La Mission permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève saisit cette opportunité pour renouveler au Haut-Commissariat des droits de l'Homme – Section des requêtes l'expression de sa parfaite considération.

Genève, le 26 mai 2026



Haut-Commissariat des droits de l'Homme
Branche des procédures spéciales
Genève

ohchr-registry@un.org

ohchr-quickresponsedesk@un.org

**Mission permanente du Royaume du Maroc
Genève**

**Réponse des autorités marocaines à la communication
conjointe portant la référence AL MAR 2/2026**

Veuillez trouver ci-dessous les précisions apportées par les autorités marocaines en réponse à la communication conjointe AL MAR 2/2026 datée du 31 mars 2026, concernant la situation de M'hamed Hali et émanant de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

I. Observations d'ordre général

1. Les autorités marocaines tiennent à affirmer qu'elles sont ouvertes et disposées à coopérer avec les mécanismes relevant des procédures spéciales, dans un cadre fondé sur le dialogue, l'objectivité et la bonne foi, qui sont les prémisses fondamentales d'interactions positives visant le renforcement du respect des droits de l'homme et la promotion de ces derniers.
2. Les autorités marocaines réaffirment l'exactitude de toutes les informations et précisions détaillées qu'elles ont fournies en réponse aux communications conjointes AL MAR 3/2022 et AL MAR 5/2025. Elles considèrent que ces données et explications constituent une réponse suffisante concernant l'affaire en question, dont les procédures ont été menées dans le respect total de la législation nationale et des règles professionnelles applicables, et en tenant compte des textes de référence et des engagements internationaux pertinents.
3. Les autorités marocaines réfutent totalement les allégations figurant dans la communication conjointe visée, qui ne reflètent ni les faits réels de l'affaire, ni la situation des droits de l'homme au Royaume du Maroc, y compris dans ses provinces méridionales. Elles déplorent la tentative de se saisir d'un cas particulier et de l'instrumentaliser pour influencer le cours des travaux concernant le projet de loi n° 66.23 relatif à l'organisation de la profession d'avocat. Ce texte, qui vise à mieux encadrer l'exercice de la profession et à renforcer les droits de la défense, est actuellement examiné par le Parlement dans le cadre de la procédure législative. Il convient de rappeler que les arguments avancés ne sont pas conformes aux règles objectives qui exigent de ne pas faire peser sur l'intéressé des conséquences potentielles qui ne se sont pas encore concrétisées, tant que la loi n'a pas achevé son parcours législatif et n'est pas entrée en vigueur.
4. Les autorités marocaines réfutent les allégations injustifiées relatives aux « obstacles systémiques rencontrés par les avocats et défenseurs des droits humains sahraouis », qu'elles considèrent comme dépourvues de tout fondement factuel et ne reposant sur aucune preuve ou donnée objective, vérifiable ou fiable.
5. À cet égard, les autorités marocaines soulignent qu'il y a lieu de traiter et d'étudier les données recueillies selon une méthode qui permette de tenir compte de la diversité des sources et de faire une distinction entre ce qui est établi sur le plan juridique, institutionnel et factuel et ce qui n'est que de simples allégations ou des estimations non étayées. Il faut également éviter de s'appuyer sur des récits partiels, des hypothèses ou des probabilités non avérées qui ne constituent pas des données factuelles correspondant à la réalité, afin de garantir la protection des droits dans un cadre fondé sur le principe d'équité et sur une méthode basée sur les faits et les preuves.

6. C'est pourquoi, dans leur réponse, les autorités marocaines reviennent sur le contenu de la communication conjointe en s'appuyant sur les informations, les données et les documents officiels émanant des différentes autorités judiciaires et administratives compétentes, ainsi que sur tous les autres documents pertinents, qui attestent du respect des garanties juridiques et procédurales prévues par le droit national et les conventions internationales, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature et les Principes de base relatifs au rôle du barreau.

II. Faits et procédure

7. Les autorités marocaines rappellent que la profession d'avocat est réglementée au Maroc par la loi n° 28-08 et que les avocats exercent leur profession au sein du barreau institué auprès de chaque cour d'appel. Doté de la personnalité juridique, le barreau s'acquitte de ses fonctions conformément aux conditions et exigences liées à son indépendance et dans le respect des dispositions de son règlement intérieur (code de conduite). La fonction principale du barreau est de représenter la profession auprès de l'État, de ses institutions et de la population, de veiller sur la situation des avocats, de défendre leurs intérêts et de protéger leur indépendance.

8. Conformément à la loi susmentionnée, en plus de remplir des conditions générales, le candidat qui souhaite s'inscrire à l'ordre des avocats (barreau) doit adresser une demande d'inscription sur la liste des avocats stagiaires au bâtonnier de l'ordre auprès duquel il souhaite passer la période de stage. Le Conseil de l'ordre procède alors à une enquête sur la moralité du postulant en utilisant tous les moyens qu'il considère adéquats et statue sur les demandes qui remplissent toutes les conditions, du point de vue des documents et des éléments d'enquête. Aucune décision d'acceptation ou de refus d'admission ne peut être prononcée sans que le postulant n'ait été entendu par le Conseil de l'ordre.

9. Il convient de préciser que, conformément à ces dispositions, M'hamed Hali a déposé une demande d'inscription sur la liste des avocats stagiaires à l'ordre des avocats des cours d'appel d'Agadir, de Guelmim et de Laayoune, le 2 octobre 2019. Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi susmentionnée, le bâtonnier de cet ordre a demandé au procureur du Roi près la cour d'appel d'Agadir de mener une enquête administrative sur la moralité du candidat.

10. Après avoir étudié les pièces du dossier et entendu M. Hali le 3 février 2020, le Conseil de l'ordre a rendu une décision par laquelle il a rejeté la demande d'inscription sur la liste des avocats stagiaires, au motif que le candidat ne présentait pas les garanties de respect de la déontologie et des principes requises pour l'exercice de la profession d'avocat. L'enquête menée à son sujet en application de l'article 11 de la loi n° 28-08 a révélé qu'il s'était livré à des actes et pratiques relevant de l'incitation à la guerre et à la violence, de l'atteinte aux constantes nationales et de la menace à la sûreté de l'État et à la paix publique. Ces faits vont à l'encontre des dispositions de la Constitution et de la législation nationale, des devoirs citoyens, des principes régissant la profession d'avocat et des impératifs professionnels, qui comprennent le respect des institutions judiciaires et des règles de la profession à laquelle le candidat souhaite appartenir.

11. Le 26 février 2020, l'intéressé a fait appel de la décision de rejet rendue par le Conseil de l'ordre des avocats devant la cour d'appel d'Agadir. Le 7 octobre 2020, cette dernière a confirmé la décision contestée, après avoir examiné les pièces du dossier, les moyens des parties et les motifs de l'appel. L'intéressé a alors formé un pourvoi en cassation contre cette décision par la voie de ses avocats. Le 27 juin 2024, la chambre administrative de la Cour de cassation a rendu une décision rejetant le pourvoi formé par l'intéressé et confirmant l'arrêt de la cour d'appel qui avait lui-même confirmé la décision du Conseil de l'ordre des avocats d'Agadir, de Guelmim et de Laayoune de refuser l'inscription de l'intéressé sur la liste des avocats stagiaires.

III. Commentaires sur les allégations contenues dans la communication conjointe

12. Dans la communication en question, l'intéressé est présenté comme étant avocat, ce qui ne repose sur aucun fondement juridique. La procédure que l'intéressé a entreprise en soumettant sa demande d'inscription au barreau ne permet pas d'accéder automatiquement à la profession d'avocat. C'est une procédure prescrite par la loi, dont le but est de vérifier si un postulant répond aux conditions légales pour pouvoir être inscrit sur la liste des avocats stagiaires. En l'occurrence, l'intéressé ne remplissait pas les conditions requises. Pour qu'une personne accède à la profession d'avocat, sa demande d'inscription sur la liste des avocats stagiaires doit être acceptée, puis elle doit effectuer une période de stage prévue par la loi, et enfin prêter serment. L'affirmation selon laquelle l'intéressé est un avocat en exercice fait donc reposer la plainte sur un postulat erroné.

13. **Dans la communication, il est allégué que les déclarations et les actes considérés comme contraires aux valeurs de la citoyenneté qui sont attribués à l'intéressé ne constituent pas des manquements ou des infractions qualifiées à des dispositions légales relatives à la déontologie professionnelle, mais représentent un abus de pouvoir discrétionnaire du Conseil de l'ordre des avocats, en contradiction avec les principes de légalité et les garanties procédurales prévues par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.** En réponse à cela, il convient de préciser que le barreau des cours d'appel d'Agadir, de Guelmim et de Laayoune a toujours veillé, dans le cadre de ses compétences juridiques et institutionnelles, à préserver le droit des candidats marocains d'être inscrits sur sa liste des avocats stagiaires lorsqu'ils remplissent les conditions prévues aux articles 5 et 11 de la loi n° 28-08 réglementant la profession d'avocat. Par conséquent, dans l'exercice de ses compétences, le barreau ne fait de distinction entre les candidats que dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, si tant est qu'il n'est pas établi qu'un candidat ou l'autre a commis un acte susceptible de porter atteinte aux principes indéfectibles de la nation, d'enfreindre les principes de la Constitution marocaine ou de constituer un manquement aux obligations liées au serment professionnel régissant l'exercice de la profession d'avocat. Le barreau se conforme ainsi à sa fonction juridique et à son mandat en matière de droits de l'homme, dans le respect des principes de la légalité et de l'état de droit, ainsi que des garanties d'une pratique professionnelle encadrée par la loi.

14. Or l'enquête administrative sur laquelle le Conseil de l'ordre des avocats s'est appuyé pour statuer sur la demande de l'intéressé a conclu que ce dernier avait tenu des propos et fait des interventions jugés comme contenant des éléments susceptibles d'inciter à la violence et de porter atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc. Lorsqu'il a été entendu et confronté à ces faits, l'intéressé n'a présenté aucun élément permettant de les réfuter. Après avoir pris connaissance du contenu du rapport d'enquête qui lui avait été présenté, le Conseil de l'ordre, statuant sur la demande d'inscription déposée par le candidat, a basé son appréciation sur des fondements constitutionnels et juridiques clairs et précis. Il s'est notamment appuyé sur les dispositions de l'article 38 de la Constitution marocaine de 2011, qui dispose que tous les citoyennes et les citoyens contribuent à la défense de la patrie et de son intégrité territoriale contre toute agression ou menace, ainsi que sur les dispositions du règlement intérieur de l'Ordre, qui obligent les avocats à respecter et à défendre les principes indéfectibles de la nation et à adhérer aux principes et valeurs fondateurs de la nation, au premier rang desquels figurent l'indépendance, l'unité et l'état de droit.

15. À la lumière de l'évaluation qu'il a menée, le Conseil de l'ordre a estimé que les déclarations et prises de position attribuées à l'intéressé dépassaient le cadre de l'expression légitime d'opinions ou de positions politiques, du fait de leur contenu jugé préjudiciable à la sécurité de l'État, à sa stabilité et à l'ordre public et contraire aux normes juridiques et déontologiques générales qui encadrent l'exercice de la profession, ainsi qu'aux exigences de citoyenneté et de responsabilité que les avocats sont tenus de respecter. Il a donc considéré que ces éléments relevaient de l'évaluation relative à la moralité du candidat, laquelle fait partie des compétences liées au contrôle des conditions d'inscription que lui confèrent les dispositions de l'article 11 de la loi n° 28-08 réglementant la profession d'avocat.

Les allégations formulées à ce sujet dans la communication restent donc sans fondement à la lumière des éléments juridiques et factuels retenus par le Conseil de l'ordre.

16. Les autorités marocaines estiment que l'on ne peut établir de lien entre le rejet de la demande de l'intéressé et l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression, puisque les faits exposés plus haut prouvent le contraire. Les comportements et pratiques recensés dans le cadre de l'enquête menée au sujet de l'intéressé ne peuvent en aucun cas être considérés comme des actes de défense des droits de l'homme et ne répondent pas aux critères et aux normes internationalement reconnus en matière de liberté d'opinion et d'expression. En plus de contrevenir à la législation nationale, ils font partie des principaux actes et pratiques contraires aux bonnes mœurs et aux principes professionnels, dont le respect est une condition essentielle à l'accès à la profession d'avocat et est apprécié par l'ordre des avocats.

17. Il est certain que les actes commis par l'intéressé ne sont autorisés ni par le droit interne ni par les textes de référence internationaux en matière de droits de l'homme (notamment l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), ni par la jurisprudence internationale. En effet, la Cour européenne des droits de l'homme a affirmé dans l'une de ses décisions que le requérant ne pouvait bénéficier de la protection de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme au motif qu'il avait utilisé son droit à la liberté d'expression à des fins contraires aux valeurs de la Convention, notamment l'incitation à la violence et l'appui à des activités terroristes¹. Cette même juridiction a par ailleurs déjà souligné que la liberté d'expression de l'avocat dans l'exercice de ses fonctions n'était pas absolue, mais soumise à des restrictions imposées par la déontologie de la profession².

18. Il convient également de souligner que les conseils des ordres des avocats du Royaume du Maroc sont des organismes professionnels indépendants dotés de la personnalité juridique et jouissant d'une autonomie décisionnelle, conformément à la législation nationale et aux normes internationales, notamment les Principes de base relatifs au rôle du barreau adoptés par les Nations Unies en 1990. À ce titre, ils sont habilités de plein droit à vérifier si un candidat remplit les conditions prévues aux articles 5 et 11 de la loi susmentionnée réglementant la profession d'avocat, et ils ne sont soumis, dans l'exercice de cette compétence, qu'au contrôle du pouvoir judiciaire, dans le cadre des voies de recours prévues par la loi. L'intéressé a utilisé ces voies de recours et a bénéficié de l'ensemble des droits de la défense et des garanties d'un procès équitable aux différentes étapes de la procédure.

19. Les autorités marocaines affirment donc que le rejet de la demande de l'intéressé n'a rien à voir avec l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression, que la Constitution et la législation nationale continuent de garantir sur un pied d'égalité pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de toutes les régions du Royaume. Les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, auxquels le Maroc est partie, sont unanimes sur le fait que l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression est soumis à des restrictions et exceptions légitimes visant à protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, ainsi que les droits et la réputation d'autrui. C'est le cas de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui est commenté dans l'observation générale n° 34 du Comité des droits de l'homme. Les Principes de base relatifs au rôle du barreau vont dans le même sens : selon le principe 23, les avocats ont le droit d'exercer leurs libertés d'expression, de réunion et d'association, dans les limites du respect de la loi, des normes reconnues et de la déontologie de la profession d'avocat.

20. En conséquence, les autorités marocaines réaffirment qu'elles refusent de faire valoir la liberté d'opinion et d'expression ainsi que les procédures des Nations Unies qui s'y rapportent dans cette affaire, dont les faits mis en avant montrent clairement qu'elle relève des règles, normes et principes déontologiques encadrant l'exercice d'une profession indépendante et qu'elle n'a aucun rapport avec la liberté d'opinion et d'expression. En outre, les autorités tiennent à souligner que l'accès à la profession d'avocat – profession réglementée par la loi et qui vise à défendre les droits et libertés – demeure un droit garanti

⁽¹⁾ Affaire SÜREK c. TURQUIE (n° 1), requête n° 26682/95, 8 juillet 1999.

⁽²⁾ Affaire SCHÖPFER c. SUISSE, requête n° 56/1997/840/1046, 20 mai 1998.

devant tous les barreaux du pays, y compris celui auquel l'intéressé a soumis sa demande, à tous les Marocains et Marocaines, ainsi qu'aux ressortissants d'États liés au Royaume du Maroc par des conventions, et ce sans aucune discrimination, dans la mesure où les dispositions de la législation nationale et de la Constitution sont respectées. En témoigne le nombre d'avocats officiels au Maroc : en avril 2026, quelque 15 664 avocats et avocates³ exerçaient leur profession en jouissant librement de leurs droits, au premier rang desquels les droits à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association, ce qui constitue la pierre angulaire de la réalisation de la justice et du renforcement de la confiance dans le système judiciaire, et consacre le rôle de l'avocat en tant qu'acteur essentiel de la protection des droits et des libertés.

21. Dans la communication, il est allégué que l'intéressé a été victime, en 2009 et en 2012, d'agressions physiques perpétrées par des individus masqués à Rabat et à Marrakech, et qu'aucune suite n'a été donnée aux plaintes qu'il a déposées auprès des services de police. En réponse à cela, il convient de préciser que, contrairement à ce qui est allégué, l'intéressé n'a jamais déposé de plainte ni fait de signalement concernant les agressions physiques dont il affirme avoir été victime aux dates indiquées, que ce soit auprès des autorités judiciaires compétentes ou auprès des services de police judiciaire des villes de Rabat et de Marrakech. Par conséquent, les informations fournies à ce sujet dans la communication ne s'appuient sur aucune donnée ni aucune procédure enregistrée auprès des autorités compétentes, ce qui fait que ces allégations ne reposent sur aucun fondement concret.

22. Quant aux allégations selon lesquelles l'intéressé aurait été enlevé à Laayoune en 2007 et aurait été détenu et torturé pendant huit jours par les services de sécurité sans être déféré devant aucune autorité judiciaire, l'intéressé n'a enregistré aucune plainte ni aucun signalement au sujet de tels faits auprès des services de la police judiciaire de Laayoune.

23. En ce qui concerne les remarques formulées dans la communication au sujet du projet de loi n° 66.23 relatif à l'organisation de la profession d'avocat et des répercussions présumées de ce texte sur la situation de l'intéressé, les autorités marocaines soulignent que le projet de loi est actuellement soumis au Parlement pour examen et adoption dans le cadre de la procédure législative prévue dans le droit interne. Or anticiper les conséquences de l'adoption d'un texte législatif, en déterminer les effets juridiques et les rattacher à un cas particulier, avant même son adoption définitive, est de nature à porter atteinte au principe de légalité et à l'état de droit, et est en contradiction avec la nature même d'une règle juridique générale et abstraite. Qui plus est, la rigueur et l'objectivité exigent de s'appuyer sur des faits avérés et des textes en vigueur, afin de garantir la fiabilité de l'évaluation et la bonne application des critères et d'éviter de présenter des conclusions hypothétiques ou des interprétations prématurées.

24. En ce qui concerne les préoccupations relatives à la motivation de la décision du Conseil de l'ordre des avocats et aux garanties procédurales et judiciaires y afférentes, il convient de préciser que la décision de rejet de la demande a été motivée de manière suffisante et exhaustive, tant sur le plan juridique que factuel. En effet, elle est fondée sur les articles 37 et 38 de la Constitution et sur les dispositions des articles 5 et 11 de la loi n° 28.08 portant modification de la loi réglementant la profession d'avocat, ainsi que sur les résultats de l'enquête qui ont révélé que l'intéressé s'était rendu coupable d'actes et de comportements concrets constituant des incitations à la guerre et à la violence et des atteintes aux principes indéfectibles de la nation, à la sécurité de l'État et à l'ordre public. En cela, l'intéressé a clairement manqué aux devoirs de citoyenneté et aux exigences liées au serment que prête l'avocat, par lequel il s'engage à respecter les institutions judiciaires et les règles de la profession à laquelle il aspire à appartenir. Il s'agit là de motifs factuels et juridiques tirés des faits et des éléments de preuve vérifiés figurant dans le dossier de l'intéressé. De tels motifs constituent l'une des garanties de l'indépendance et de l'impartialité de l'autorité qui les a établis, ainsi que de la sécurité juridique et de l'application équitable de la loi.

(³ <https://justice.gov.ma/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AD%D8%A7%D9%85%D9%88%D9%86/>).

25. Il convient également de préciser que ce type de décision est soumis à un contrôle juridictionnel dans le cadre des voies de recours prévues par la loi, dont l'exercice conduit notamment à l'examen de la légalité d'une décision par les instances judiciaires. C'est ce qui s'est produit en l'espèce à la suite du pourvoi que l'intéressé a formé par l'intermédiaire de son avocat devant la chambre du conseil de la cour d'appel d'Agadir, conformément aux dispositions des articles 94 et 95 de la loi n° 28.08, et dans lequel il a exposé ses moyens de défense, tant sur la forme que sur le fond. Le 7 octobre 2020, ayant veillé au respect de toutes les garanties d'un procès équitable, la cour d'appel a rendu une décision motivée dans laquelle elle a confirmé la légalité des fondements juridiques retenus dans la décision attaquée et le rejet de l'inscription de l'intéressé sur la liste des avocats stagiaires. Elle a précisé dans son arrêt que, pour accéder à la profession d'avocat, il ne suffisait pas de remplir les conditions prévues à l'article 5 de la loi réglementant cette profession, telles que le fait d'avoir la nationalité marocaine, mais qu'il fallait également satisfaire aux conditions énoncées à l'article 11, parmi lesquelles figurait le résultat positif de l'enquête menée par le Conseil de l'ordre sur la conduite du candidat. En l'espèce, d'après les conclusions de l'enquête menée en application de l'article 11 de la loi n° 28.08, la cour a estimé que les actes et comportements de l'intéressé avaient outrepassé le champ de la liberté d'expression garantie par la Constitution et les conventions internationales pertinentes. Il s'agissait de pratiques contraires aux principes indéfectibles de la nation, aux lois et règlements internes, à la sécurité de l'État et à l'ordre public, et incompatibles avec les exigences de l'exercice de la profession d'avocat. Dès qu'il a été notifié de la décision d'appel, l'intéressé a formé un pourvoi en cassation devant la chambre administrative de la Cour de cassation, qui est l'instance suprême de la hiérarchie judiciaire administrative marocaine. La chambre saisie a rendu une décision rejetant la demande, marquant l'épuisement de toutes les procédures dans cette affaire.

جواب السلطات المغربية على البلاغ المشترك عدد AL MAR2/2026

تبعاً للبلاغ المشترك عدد AL MAR2/2026 الوارد بتاريخ 31 مارس 2026 من المقررة الخاصة المعنية بوضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، والمقررة الخاصة المعنية باستقلال القضاة والمحامين، والمقررة الخاصة المعنية بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير، والمقررة الخاصة المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكراهية الأجانب وما يتصل بذلك من تعصب، بخصوص حالة السيد محمد حالي، تقدم السلطات المغربية توضيحاتها كما يلي:

أولاً: ملاحظات عامة

1. تؤكد السلطات المغربية على انفتاحها وتعاونها مع آليات الإجراءات الخاصة، في إطار قائم على الحوار والموضوعية وحسن النية، كمطلقات أساسية للتفاعل الإيجابي من أجل تعزيز احترام حقوق الإنسان والنهوض بها.

2. وإذ تؤكد السلطات المغربية كافة المعطيات الدقيقة والتوضيحات المفصلة التي سبق لها تقديمها بشأن البلاغين المشتركين عدد AL MAR3/2022 وعدد AL MAR5/2025، فإنها تعتبر تلك المعطيات والتوضيحات جواباً كافياً حول هذه الحالة التي تم تدبير وقائعها في احترام تام للقانون الوطني والضوابط المهنية المؤطرة، وبمراعاة المرجعيات والالتزامات الدولية ذات الصلة.

3. وإذ تعبر السلطات المغربية عن رفضها التام للادعاءات المضمنة في هذا البلاغ المشترك على اعتبار أن هذه الادعاءات مخالفة للمعطيات الواقعية المتعلقة بهذه الحالة وبوضعية حقوق الإنسان بالمملكة المغربية بما فيها أقليةها الجنوبية، فإنها تأسف لمحاولة إقحام حالة فردية ومحاولة استغلالها للتأثير على مسار مشروع القانون 66.23 المنظم لمهنة المحاماة الهادف إلى تعزيز الممارسة المهنية وتقوية حقوق الدفاع، والذي يوجد حالياً قيد النظر من طرف البرلمان في إطار المسطرة التشريعية. ويلزم التذكير في هذا الشأن أن الدفع المقدم من المصدر لا ينسجم مع الضوابط الموضوعية التي تستلزم ألا يتم تحميل المعني بالأمر آثاراً محتملة لم تتحقق بعد واقعياً طالما ما زال القانون لم يستكمل بعد المسطرة التشريعية ولم يدخل حيز التنفيذ.

4. وترفض السلطات المغربية الادعاءات غير المبررة بشأن ما وصف "بالعراقيل الممنهجة التي يواجهها المحامون والمدافعون عن حقوق الإنسان الصحراويون"، وتعتبرها غير ذات أساس واقعي وتفتقد لأي سند أو معطيات موضوعية أو مثبتة يمكن التحقق منها أو الاعتماد عليها.

5. وفي هذا الصدد، تلفت السلطات المغربية الاهتمام إلى وجوب معالجة ودراسة المعطيات المتوصل بها وفق منهجية تراعي تعدد المصادر وتميز بين ما هو ثابت قانونياً ومؤسسياً وواقعياً، وبين ما هو مجرد ادعاءات أو

تقديرات غير مسنودة، وتفادي الاعتماد على روايات أحادية الجانب أو صيغ افتراضية أو احتمالية غير مؤكدة تتجاوز حدود المعطيات الفعلية والواقعية، بما يضمن حماية الحقوق في إطار مبني على مبدأ الإنصاف ومنهجية قائمة على الحقائق والإثباتات.

6. ومن هذا المنطلق، حرصت السلطات المغربية في جوابها على مضامين هذا البلاغ المشترك، بالاعتماد على المعلومات والمعطيات والوثائق الرسمية الصادرة عن مختلف السلطات القضائية والإدارية المختصة، وكل الوثائق الأخرى ذات الصلة، التي تثبت احترام الضمانات القانونية والإجرائية المنصوص عليها في القانون الوطني، والمواثيق الدولية، وخاصة العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية والمبادئ الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية والمبادئ الأساسية بشأن دور المحامين.

ثانيا. الوقائع والإجراءات

7. تجدد السلطات المغربية التأكيد على أن مهنة المحاماة في المغرب منظمة بموجب القانون رقم 28.08، ويمارس المحامي مهنته في إطار هيئة للمحامين محدثة لدى كل محكمة استئناف، متمتعة بالشخصية المعنوية، تزاوّل مهامها وفق شروط ومتطلبات الاستقلالية وطبقاً لمقتضيات النظام الداخلي الخاص بها (مدونة السلوك). وتتجلى الوظيفة الأساسية للهيئة في تمثيل المهنة لدى الدولة ومؤسساتها والغير من الخواص، ورعاية أعضائها من المحامين والدفاع عن مصالحهم وتعزيز حماية استقلالهم.

8. ويستوجب الانخراط في مهنة المحاماة بالمغرب، وفق نفس القانون، وعلاوة على الشروط العامة، تقديم المترشح لطلب التسجيل في لائحة المحامين المترشحين إلى نقيب الهيئة التي يرغب قضاء مدة التدريب بها، ويجري مجلس الهيئة، على إثر ذلك، بحثاً حول أخلاق المترشح بجميع الوسائل التي يراها مناسبة، كما يبت مجلس الهيئة في الطلبات المستوفية لجميع الشروط المتعلقة بالوثائق وكذا عناصر البحث، مثلاً لا يمكنه اتخاذ أي مقرر بالرفض أو القبول دون الاستماع إلى المترشح.

9. وفي هذا الإطار، يجدر التوضيح أن السيد محمد حالي تقدم في نطاق هذه المقتضيات، بطلب للتقييد في لائحة المحامين المترشحين لدى هيئة المحامين بمحاكم الاستئناف بأكادير وكلميم والعيون بتاريخ 02 أكتوبر 2019. وقد طلب نقيب هذه الهيئة، عملاً بمقتضيات المادة 11 من القانون السالف الذكر، من الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بأكادير، إجراء بحث إداري حول أخلاق المترشح.

10. بناء على دراسة وثائق الملف وبعد الاستماع للسيد محمد حالي بتاريخ 03 فبراير 2020، أصدر مجلس الهيئة مقررًا برفض طلب المعني الرامي إلى التقييد بلائحة المحامين المترشحين، على أساس أن المترشح لا تتوفر فيه ضمانات الالتزام بالأخلاق والمبادئ التي تستوجبها ممارسة مهنة المحاماة، بالنظر إلى أن البحث المجري حوله عملاً بالمادة 11 من القانون 28.08 أثبت قيامه بأفعال وممارسات مؤكدة تتجلى في التحريض على الحرب

والعنف، والمس بالثوابت الوطنية وتهديد أمن الدولة والسلام العمومي، وهو ما يشكل إخلالا بأحكام الدستور والقوانين الوطنية وواجبات المواطنة والمبادئ المنظمة لمهنة المحاماة ومتطلبات القسم المهني التي تفرض احترام المؤسسات القضائية وقواعد المهنة التي يريد المترشح الانتماء إليها.

11. وعلى إثر ذلك، قام المعني بالأمر بتاريخ 26 فبراير 2020، بالطعن في مقرر الرفض الصادر عن مجلس هيئة المحامين أمام محكمة الاستئناف بأكادير التي أيدته بتاريخ 07 أكتوبر 2020 بعد دراستها لوثائق الملف ودفع الأطراف وتمحيص أسباب الطعن، وهو القرار الذي طعن فيه بالنقض المعني بالأمر بواسطة دفاعه. وتبعاً لذلك أصدرت الغرفة الإدارية بمحكمة النقض بتاريخ 27 يونيو 2024 قرارها القاضي برفض الطعن المقدم من المعني بالأمر وتأييد قرار محكمة الاستئناف الذي قضى بتأييد مقرر مجلس هيئة المحامين بأكادير وكلميم والعيون برفض تقييد المعني بالأمر بلائحة المحامين المتمرنين.

ثالثاً. تعليقات على الادعاءات الواردة بالبلاغ المشترك

12. يقدم المصدر في البلاغ المعني بالأمر بأنه محامي، والحال أن هذه الصفة لا تستند على أي أساس قانوني، حيث أن المسطرة المنجزة في شأن طلبه المقدم أمام هيئة المحامين لا يترتب عليها ولوج مهنة المحاماة تلقائياً، لكون الأمر يتعلق بمسطرة مقررة قانوناً للتأكد من مدى توفر الشروط القانونية اللازمة للتسجيل في لائحة المتمرنين من عدمه، حيث لم يستوف المعني بالأمر الشروط المحددة قانوناً لذلك، علماً أن ولوج مهنة المحاماة يستلزم قبول التقييد في لائحة المحامين المتمرنين وقضاء فترة التمرين المحدد قانوناً ثم أداء القسم المهني، مما يجعل من ادعاء أنه محام ممارس منطلقاً خاطئاً في التعامل مع الشكاية.

13. وجواب على الادعاء الذي ساقه مصدر البلاغ بكون التصريحات والأفعال المنسوبة إلى المعني بالأمر، والتي اعتبرت منافية لقيم المواطنة، لا تحيل إلى خروقات أو مخالفات محددة بموجب نص قانوني مرتبط بأخلاقيات المهنة، وإنما تمثل، بحسب زعمه، سوء استعمال للسلطة التقديرية لمجلس هيئة المحامين، بما يتعارض مع مبادئ الشرعية وضمانات الإجراءات القانونية المكفولة بموجب المادة 14 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، لزم التوضيح أن هيئة المحامين لدى محاكم الاستئناف بأكادير وكلميم والعيون قد دأبت، في إطار اختصاصاتها القانونية والمؤسسية، على صون حق المترشحين المغاربة في التقييد بلائحة المحامين المتمرنين لديها، متى استوفوا الشروط المنصوص عليها في المادتين 5 و11 من القانون رقم 28.08 المنظم لمهنة المحاماة. وفي هذا الإطار، فإن الهيئة المذكورة لا تميز في ممارستها لاختصاصاتها بين المترشحين إلا في حدود ما تقرره مقتضيات القانونية والتنظيمية الجاري بها العمل، شريطة ألا يكون قد ثبت في حق المعنيين بالأمر، أو صدر عنهم، ما من شأنه المساس بثوابت الأمة، أو مخالفة مبادئ الدستور المغربي، أو الإخلال بالالتزامات المرتبطة بالقسم المهني المؤطر لمزاولة مهنة المحاماة. ويعكس هذا التوجه انسجام الهيئة مع وظيفتها القانونية ورسالتها الحقوقية، في إطار احترام مبادئ الشرعية وسيادة القانون وضمانات الممارسة المهنية المؤطرة قانوناً.

14. إضافة إلى ذلك، وحيث ثبت من خلال خلاصات البحث الإداري الذي استند إليه مجلس الهيئة في البت في طلب المعني بالأمر، أن هذا الأخير صدرت عنه تصريحات ومداخلات اعتبرت متضمنة لمضامين من شأنها التحريض على العنف والمساس بالسيادة الوطنية والوحدة الترابية للمملكة المغربية، وهي المعطيات التي لم يُبد بشأنها ما يفندها أو يدحضها أثناء مواجهته بها خلال جلسة الاستماع المخصصة له، وبعد اطلاعه على مضمون تقرير البحث المعروض عليه، فإن مجلس الهيئة، وهو بيت في طلب التقييد المقدم من طرف المترشح، قد أسس تقييمه على مرتكزات دستورية وقانونية واضحة ومحددة، وخاصة مقتضيات الفصل 38 من دستور المملكة المغربية لسنة 2011، الذي ينص على واجب مساهمة جميع المواطنين والمواطنات في الدفاع عن الوطن ووحدته الترابية في مواجهة كل عدوان أو تهديد، فضلاً عن مقتضيات النظام الداخلي للهيئة، الذي يلزم المحامي باحترام الثوابت الوطنية والدفاع عنها، والتشبث بالمبادئ والقيم المؤسسة للأمة، وفي مقدمتها الاستقلال والوحدة وسيادة القانون.

15. ولما كانت التصريحات والمواقف المنسوبة إلى المعني بالأمر قد اعتبرت، في ضوء التقييم الذي باشره مجلس الهيئة، متجاوزة لنطاق التعبير المشروع عن الرأي أو المواقف السياسية، بالنظر إلى ما تضمنته من مضامين اعتبرت ماسة بأمن الدولة واستقرارها وسلمها العام، ومخالفة للضوابط القانونية والأخلاقية العامة المؤطرة للممارسة المهنية ولمقتضيات المواطنة والمسؤولية التي تقتضي من المحامين احترامها والتقييد بها، فإن مجلس الهيئة اعتبر أن هذه العناصر تندرج ضمن نطاق التقييم المتصل بالأهلية الأخلاقية للمترشح، وهي من بين الاختصاصات المخولة له قانوناً في إطار مراقبة شروط التقييد، وفقاً لمقتضيات المادة 11 من القانون رقم 28.08 المنظم لمهنة المحاماة. وبناء عليه، فإن ما أورده مصدر البلاغ من ادعاءات في هذا الشأن يظل، في ضوء المعطيات القانونية والواقعية المعتمدة من طرف مجلس الهيئة، غير قائم على أي أساس.

16. وفي هذا الصدد، تعتبر السلطات المغربية أنه لا يمكن ربط مقرر رفض طلب المعني بالأمر بممارسة حرية الرأي والتعبير على اعتبار أن الوقائع المعروضة أعلاه تثبت عكس ذلك تماماً، حيث أن السلوكيات والأفعال التي تم الوقوف عليها بموجب البحث المنجز حول المعني بالأمر لا يمكن اعتبارها، بأي شكل من الأشكال، دفاعاً عن حقوق الإنسان ولا تندرج بالمقاييس والمعايير المتعارف عليها دولياً ضمن نطاق حرية الرأي والتعبير، لأنها، وفضلاً عن طابعها المخالف للقانون الوطني، فهي من صميم الأفعال والممارسات المنافية للأخلاق السليمة والمبادئ المهنية التي تعد شرطاً جوهرياً لولوج ومزاولة مهنة المحاماة التي تملك هيئة المحامين اختصاص التثبت من توفرها في المترشح.

17. والمؤكد أن مثل هذه الأفعال لا تجيزها لا القوانين الوطنية ولا المرجعيات الدولية لحقوق الإنسان (المادة 20 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية)، ولا الاجتهادات القضائية الدولية، حيث سبق للمحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان التأكيد في أحد قراراتها أن المشتكي لا يمكن استفادته من حماية المادة 10 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، لكونه استغل حق حرية التعبير لأغراض تتعارض مع قيم الاتفاقية، لا سيما من

خلال تحريضه على العنف ودعم أنشطة إرهابية¹. كما سبق لنفس المحكمة التأكيد على أن حرية المحامي في التعبير أثناء ممارسته لمهامه ليست مطلقة، بل تخضع لقيود تفرضها أخلاقيات المهنة².

18. كما ينبغي التأكيد على أن مجالس هيئات المحامين بالمملكة المغربية باعتبارها هيئات مهنية مستقلة تتمتع بالشخصية الاعتبارية وبالاستقلالية في اتخاذ قراراتها، وفقا للقانون الوطني والمعايير الدولية، ولا سيما المبادئ الأساسية للأمم المتحدة بشأن دور المحامين المعتمدة سنة 1990، تمتلك بقوة القانون صلاحية مراقبة مدى استيفاء المترشح للشروط القانونية المنصوص عليها بالمادتين 5 و 11 من القانون المنظم لمهنة المحاماة المشار إليه أعلاه، ولا رقابة عليها في ذلك إلا من طرف القضاء في إطار طرق الطعن المخولة قانونا، والتي مارسها المعني بالأمر، متمتعا في ذلك بكافة حقوق الدفاع وضمانات المحاكمة العادلة في مختلف مراحل التقاضي.

19. ولهذا، تؤكد السلطات المغربية أن رفض طلب المعني بالأمر، لا علاقة له مطلقا بممارسة حرية الرأي والتعبير التي تظل مكفولة بموجب الدستور والقانون الوطني بشكل متساو وبنفس المقاربة، لجميع المواطنين والمواطنات، في جميع أقاليم المملكة المغربية، علما أن المواثيق الدولية لحقوق الإنسان، التي يعد المغرب طرفا في نواتها الصلبة، تجمع على أن ممارسة حرية الرأي والتعبير تظل خاضعة لقيود واستثناءات مشروعة تروم حماية الأمن القومي أو النظام العام أو الصحة والأخلاق العامة وحقوق وسمعة الآخرين، كما تؤكد المادة 29 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والفقرة الثالثة من المادة 19 للعهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية، ويفسره التعليق العام 34 للجنة المعنية بحقوق الإنسان. وهو نفس الاتجاه الذي سلكته المبادئ الأساسية بشأن دور المحامين في المبدأ 23 لما أكدت حق المحامين في ممارسة حرية التعبير والتجمع وتكوين الجمعيات، وقيدتها بالحدود المتفقة مع القانون ومع المعايير المعترف بها وأخلاقيات مهنة المحاماة.

20. وتبعا لذلك، تجدد السلطات المغربية رفضها لتوظيف حرية الرأي والتعبير وما يرتبط به من إجراءات أممية في هذه الحالة التي تؤكد الوقائع المثارة فيها أنها تتعلق بضوابط وقواعد تنظيمية وأخلاقية لممارسة مهنية مستقلة لا علاقة لها بحرية الرأي والتعبير. كما تود أن تلفت الاهتمام إلى أن ولوج مهنة المحاماة بالمغرب، باعتبارها مهنة منظمة بالقانون لأداء رسالة الدفاع عن الحقوق والحريات، سواء من خلال الهيئة التي ترشح إليها المعني بالأمر أو عبر باقي هيئات المحامين، يظل حقا مكفولا لجميع المواطنين والمواطنات، أو مواطني الدول التي تربطها اتفاقية مع المملكة المغربية، ودون أي تمييز مهما كان، شريطة الالتزام بأحكام القانون الوطني والدستور، وهو ما يؤكد بالملموس عدد المحامين الرسميين بالمغرب الذي وصل إلى غاية أبريل 2026 ما يناهز 15.664 محام ومحامية³، يزاولون مهنتهم ويمارسون حقوقهم بكل حرية، وفي مقدمتها حرية الرأي والتعبير والتجمع وتكوين الجمعيات، وفي احترام للقوانين والمؤسسات. كما أن احترام شروط ممارسة مهنة المحاماة، سواء القانونية أو الأخلاقية، يشكل

¹ Affaire SÜREK c. TURQUIE (N° 1), Requête n° 26682/95, 8 juillet 1999.

² Affaire SCHÖPFER v. SWITZERLAND, Requête n°56/1997/840/1046, 20 mai 1998.

³ <https://justice.gov.ma/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AD%D8%A7%D9%85%D9%88%D9%86/>

حجر الزاوية في تحقيق العدالة وتعزيز الثقة في المنظومة القضائية ويكرس دور المحامي كفاعل أساسي في حماية الحقوق والحريات.

21. وجوابا على الادعاءات التي أوردها مصدر البلاغ بشأن تعرض المعني بالأمر لاعتداء جسدي بمدينة الرباط ومراكش سنتي 2009 و2012، من طرف أشخاص ملثمين، وادعائه تقدمه بشكاية في الموضوع لدى مصالح الشرطة المختصة دون توصله بأي جواب بشأنها، فإنه يجدر التوضيح أنه، خلافا لما ورد ضمن هذه الادعاءات، لم يسبق للمعني بالأمر أن تقدم بأي شكاية أو تبليغ بخصوص الوقائع المثارة والمتعلقة بالاعتداء الجسدي المدعى تعرضه له خلال التواريخ المشار إليها، سواء أمام الجهات القضائية المختصة أو لدى مصالح الشرطة القضائية بمدينة الرباط ومراكش. وبالتالي، فإن ما أورده مصدر البلاغ في هذا الشأن لا يجد ما يسند من معطيات أو إجراءات مسجلة لدى الجهات المختصة، الأمر الذي يجعل هذه الادعاءات غير قائمة على أساس ثابت من الناحية الواقعية.

22. أما فيما يتعلق بالوقائع المثارة بشأن ادعاء مصدر البلاغ تعرض المعني بالأمر للاختطاف بمدينة العيون سنة 2007، وما تلاه، بحسب ما ورد، من احتجاز وتعذيب لمدة ثمانية أيام من طرف مصالح أمنية دون إحالته على أي جهة قضائية، لم تشكل موضوعا لأي شكاية أو تبليغ مسجل من طرف المعني بالأمر لدى مصالح الشرطة القضائية بمدينة العيون.

23. وبخصوص ما أثاره مصدر البلاغ بشأن مشروع القانون رقم 66.23 المتعلق بتنظيم مهنة المحاماة وانعكاساته المفترضة على وضعية المعني بالأمر، تؤكد السلطات المغربية على أن مشروع القانون المذكور معروض حاليا على البرلمان من أجل المناقشة والمصادقة في إطار المسطرة التشريعية التي ينظمها القانون الوطني، وبالتالي فاستباق النتائج وترتيب الآثار القانونية وربطها بحالة فردية بعينها، وقبل الاعتماد النهائي للنص التشريعي، من شأنه أن يمس بمبدأ الشرعية والسيادة القانونية بل يشكل تعارضا مع طبيعة القاعدة القانونية العامة والمجردة، كما أن الدقة الموضوعية تقتضي الاستناد على الوقائع الثابتة والنصوص السارية، ضمانا لسلامة التقييم وحسن تطبيق المعايير وتغاديا لتقديم استنتاجات مُحتملة أو تأويلات سابقة لأوانها.

24. وتفاعلا مع الانشغال المتعلق بتعليق مقرر مجلس هيئة المحامين والضمانات الإجرائية والقضائية ذات الصلة، وجب التوضيح أن هذا المقرر جاء معللا تعليلا كافيا وشاملا من الناحيتين القانونية والواقعية فيما انتهى إليه من رفض الطلب، حيث استند المقرر المذكور إلى الفصلين 37 و38 من الدستور ومقتضيات المادتين 5 و11 من القانون رقم 28.08 المتعلق بتعديل القانون المنظم لمهنة المحاماة، بعدما أسفرت نتائج البحث إلى ارتكاب المعني بالأمر لأفعال وسلوكيات ملموسة تجسد التحريض على الحرب والعنف، والمس بالثوابت الوطنية وأمن الدولة والسلم العمومي، وذلك في إخلال صريح بواجبات المواطنة ومتطلبات قسم مهنة المحاماة وما يستوجب ذلك من احترام للمؤسسات القضائية وقواعد المهنة التي يراد الانتماء إليها، وهي العلل الواقعية والقانونية المستقاة من

وقائع وأدلة ثابتة بملف المعني بالأمر وتجسد إحدى ضمانات استقلالية الجهة الصادرة عنها وحيادها وضمانها للأمن القضائي و التطبيق العادل للقانون.

25. كما لزم التوضيح أن هذا النوع من المقررات يخضع للمراقبة القضائية، في سياق أعمال الطعون المقررة قانوناً، والتي يكون من آثارها فحص الجهات القضائية لشرعية المقررات المذكورة، وهو ما تحقق في نازلة الحال عن طريق الطعن الذي باشره المعني بالأمر بواسطة دفاعه أمام غرفة المشورة لدى محكمة الاستئناف بأكادير، وفقاً لمقتضيات المادتين 94 و 95 من القانون رقم 28.08، والذي بسط من خلاله دفوعاته الشكلية والموضوعية. وبعد مراعاة كافة ضمانات المحاكمة العادلة صدر قرار معلل بتاريخ 7 أكتوبر 2020 أكدت فيه محكمة الاستئناف مشروعية الأسس القانونية المعتمدة بالمقرر المطعون فيه وما قضى به من رفض تسجيل المعني بالأمر بلائحة المحامين المتمرنين، موضحة أنه لا يكفي للولوج إلى مهنة المحاماة استيفاء الشروط القانونية المقررة في المادة 5 من القانون المنظم لها بما في ذلك شرط الجنسية المغربية، وإنما يتعين أيضاً استيفاء الشروط المنصوص عليها في المادة 11، ومن ذلك إيجابية البحث المجرى من طرف مجلس الهيئة حول سلوك المترشح، حيث بينت المحكمة أن أفعال وسلوكيات المعني بالأمر، حسب نتيجة البحث المنجز في إطار المادة 11 من القانون رقم 28.08، تجاوزت حرية التعبير المكفولة بمقتضى الدستور والمواثيق الدولية ذات الصلة، وتندرج ضمن الممارسات التي تعارض الثوابت الوطنية والقوانين والأنظمة الداخلية وأمن الدولة والسلام العمومي وتتعارض مع متطلبات ممارسة مهنة المحاماة، علماً أن القرار الاستئنافي المذكور قد شكل فور تبليغه للمعني بالأمر موضوع طعن بالنقض من قبله أمام الغرفة الإدارية بمحكمة النقض التي تعتبر أعلى مؤسسة في الهرم القضائي الإداري المغربي، والذي أفضت نتيجته بعد استنفاد كافة الإجراءات المسطرية المرتبطة بالقضية إلى صدور قرار عنها قضى برفض الطلب.

Al